



**PRÉFET
DE L'INDRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction du Développement Local
et de l'Environnement**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 12 JAN. 2021
portant consignation de somme
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement
Société GMC, à Buzançais, installations de traitement de surface

LE PRÉFET DE L'INDRE,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Chevalier de l'Ordre National du Mérite,

Vu le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-1 et L. 514-5 ;

Vu le décret du 24 octobre 2018 portant nomination de M. Thierry BONNIER en qualité de Préfet de l'Indre ;

Vu l'arrêté préfectoral d'autorisation n° 2005-E-702 délivré le 14 mars 2005 à la société GMC pour l'exploitation d'une installation de traitement de surface sur le territoire de la commune de Buzançais à l'adresse suivante : Route de Tours ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 36-2019-02-11-0001 en date du 11 février 2019 mettant en demeure, dans des délais compris entre 3 et 18 mois, la société GMC de respecter les dispositions techniques de l'arrêté préfectoral n° 2005-E-702 du 14 mars 2005 modifié ;

Vu le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 2 juillet 2020 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Vu le courrier préfectoral en date du 27 juillet 2020 informant, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 171-8, l'exploitant de la sanction susceptible d'être prise à son encontre et du délai dont il dispose pour formuler ses observations ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courriers en date du 31 juillet 2020 et du 17 septembre 2020 ;

Vu le courrier de la préfecture à l'exploitant du 27 juillet 2020 ;

Vu les observations de l'exploitant formulées par courrier en date du 17 septembre 2020 ;

Vu le courrier de l'inspection des installations classées transmis à l'exploitant par courrier en date du 16 octobre 2020 ;

Vu l'absence de réponse de l'exploitant au terme du délai déterminé par le courrier du 16 octobre susvisé ;

Vu la transmission du projet d'arrêté préfectoral portant consignation de somme à l'encontre de la société GMC en date du 20 novembre 2020 ;

Vu les observations de l'exploitant par courrier reçu en préfecture en date du 21 décembre 2020 ;

Considérant que l'exploitant ne respecte toujours pas les dispositions de l'arrêté de mise en demeure susvisé ;

Considérant que le revêtement des rétentions des chaînes de traitement de surface B, D, F et l'atelier prototype n'est pas étanche et est susceptible d'entraîner une pollution du milieu naturel en cas de déversement accidentel ;

Considérant que l'absence de détection incendie à l'intérieur de l'établissement ne permet pas d'alerter rapidement le personnel d'intervention et par conséquent de circonscrire rapidement les effets d'un incendie, et qu'il convient donc d'y mettre un terme ;

ISOI HAL 2-1

Considérant que cette situation présente des risques vis-à-vis de l'environnement de l'établissement concerné ;

Considérant qu'il résulte d'une estimation basée sur des installations similaires, que le montant répondant des travaux à réaliser correspond à 30 000 euros pour la réfection de l'étanchéité des rétentions des chaînes de traitement de surface B, D, F et de l'atelier prototype et à 20 000 euros pour la mise en place de la détection incendie ;

Considérant que les observations de l'exploitant ne comportent ni échéancier ferme, ni devis et n'apportent pas d'élément permettant de s'assurer de la mise en œuvre des actions correctives nécessaires pour répondre aux prescriptions de l'arrêté de mise en demeure du 11 février 2019 ;

Sur proposition de Monsieur le secrétaire général de la préfecture d'Indre,

ARRÊTE

Article 1 – La procédure de consignation prévue à l'article L. 171-8 du code de l'environnement est engagée à l'encontre de la société GMC, sise route de Tours à Buzançais pour un montant de 50 000 euros répondant du coût des travaux prévus par l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 11 février 2019 susvisé et non totalement réalisés à l'issue de l'échéance de l'arrêté préfectoral de mise en demeure.

La société GMC est obligée de consigner la somme entre les mains d'un comptable public dans un délai fixé à 15 jours à compter de la date à laquelle la décision lui a été notifiée.

Article 2 – Après avis de l'inspection de l'environnement, les sommes consignées pourront être restituées à la société GMC au fur et à mesure de l'exécution par l'exploitant des mesures prescrites.

Article 3 – En cas d'inexécution des travaux, et déclenchement de la procédure de travaux d'office prévue à l'article L. 171-8 du code de l'environnement, la société GMC perdra le bénéfice des sommes consignées à concurrence des sommes engagées pour la réalisation de ces travaux. Ces dernières pourront être utilisées pour régler les dépenses entraînées par l'exécution d'office des mesures demandées.

Article 4 – Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Limoges ;

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Le Tribunal administratif de Limoges peut être saisi par l'application informatique Télerecours accessible par le site internet www.telerecours.fr.

En application du dernier alinéa du 1^o du II de l'article L. 171-8 du code de l'environnement l'opposition à l'état exécutoire pris en application d'une mesure de consignation ordonnée par l'autorité administrative devant le juge administratif n'a pas de caractère suspensif.

Article 5 – Le présent arrêté sera notifié à la société GMC. Une copie est adressée à Monsieur le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement.

Conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, la présente décision sera publiée sur le site internet des services de l'État dans l'Indre, www.indre.gouv.fr, pendant une durée minimale de deux mois.

Article 6 – Le secrétaire général de la préfecture de l'Indre, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, la directrice départementale des finances publiques, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie leur sera adressée.

Pour le Préfet, et par délégation,
Le Secrétaire Général,



Stéphane SINAGOGA

